

# **Révolution et contre-révolution en Inde**

Cette maquette .pdf est destinée à l'impression en A4, elle diffère sensiblement de la maquette de l'édition papier.

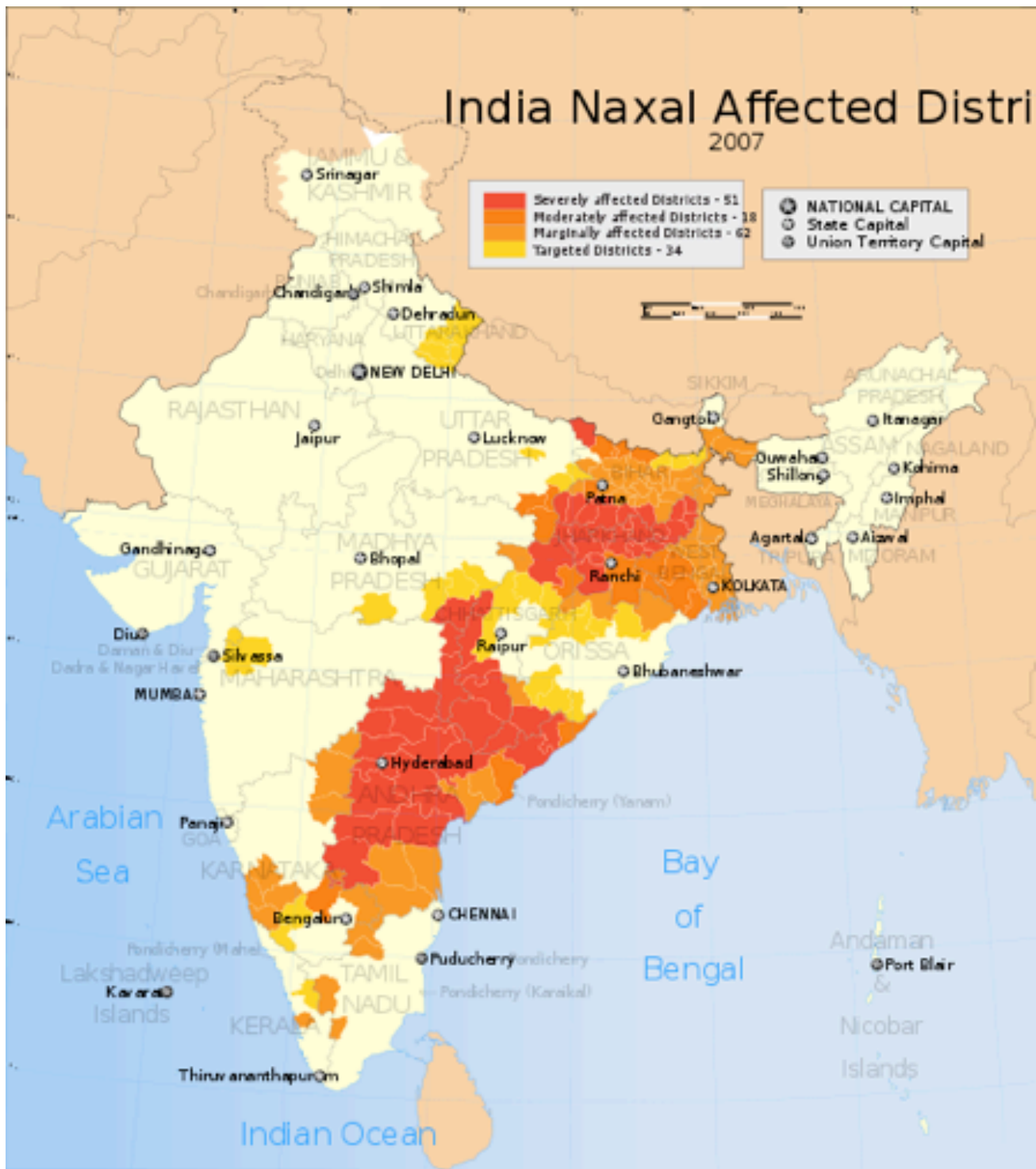
# 1. L'insurrection 'naxalite' en Inde aujourd'hui

En août 2006, le magazine The Economist a publié un reportage sur l'État du Chhattisgarh où il a visité, dans la forêt de Bastar, au sud de la capitale Raipur, un maquis tenu par le Parti communiste indien (maoïste). Ce parti a été créé en 2004 à partir de la fusion du Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) - Guerre populaire et du Centre communiste maoïste.

Ses militants sont connus en Inde sous le nom de 'naxalistes', en raison du rôle historique joué par l'insurrection du Naxalbari en 1967. Ce maquis combattait contre les projets du capital financier d'exploiter les richesses minérales de la forêt. Quelques heures avant la rencontre, plusieurs centaines de combattants avaient attaqué un commissariat de police à Errabore, une base paramilitaire et un camp de personnes déplacées dans cette région sous-développée à 9 heures de route de la capitale, Raipur.

Les naxalites contrôlent un vaste territoire aux villages miséreux. Ici, il y a bien une pompe à eau mais le puits est à sec. Il n'y a pas de routes, pas de canalisations, pas d'électricité ni de téléphone. Là, il y a bien un instituteur, mais pas d'école. Il fait donc la classe en plein air. On ne voit jamais aucun policier, aucun travailleur de santé, aucun fonctionnaire. Les trois quarts des 1.220 villages de Dantewada sont habités par des aborigènes adivasis, 1.161 villages n'ont aucune installation médicale, 214 n'ont pas d'école primaire. La région a bien une ligne de chemin de fer mais elle est destinée au transport du minerai de fer exploité à la mine de Bailadilla, dont les déchets colorent, à la saison des pluies, la rivière en orange, rendant l'eau imbuvable...

Les aborigènes adivasis sont, avec les dalits, opprimés parmi les opprimés. Les dalits (ou 'intouchables') constituent une caste de 160 millions de personnes misérables et méprisées. La caste des brahmanes (dont le colonisateur britannique s'est acquis la complicité) truste les postes dirigeants et utilise le système de caste pour justifier l'exploitation des masses populaires. Les grands propriétaires brahmanes disposent de milices, les senas, qui brisent de manière barbare toute velléité de résistance des paysans pauvres à la surexploitation (43% des paysans indiens sont sans terre). L'image de l'Inde technologique, paradis de l'informatique, masque une réalité sociale épouvantable: 47% des enfants souffrent de dénutrition, 80% de la population vit avec moins de deux dollars par jour.



La carte des régions concernées par la guerre populaire des maoïstes d'Inde

Dès 2006, le premier ministre Manmohan Singh avait qualifié la rébellion naxalite de « plus grand défi pour la sécurité intérieure qu'ait jamais dû relever notre pays ». Depuis, la situation n'a cessé d'empirer. A la mi-juillet 2009, le ministre de l'intérieur, M. Chidambaram a dû admettre que la menace avait été 'sous-estimée'. Les naxalites agissent dans 14 des 28 Etats de l'Inde (Chhattisgarh, Jharkhand, Uttar Pradesh, Asma, Uttaranchal, Kerala, Tamil Nadu, Bengale Occidental, Gujarat, Andhra Pradesh, Madhya Pradesh, Orissa, Maharashtra y Bihar) et ce qui, en chiffres, signifie que dans 182

districts sur un total de 602 dans lesquels est divisé administrativement le pays, ce sont les maoïstes qui contrôlent la situation.



Rassemblement de guérilleros au 9ème Congrès du PCI (maoïste).

Cette influence est en progression non seulement dans les campagnes, mais dans les villes également, spécialement dans les zones ouvrières et industrielles de Dheli, de Mumbai, de Raipur, de Pune et de Jammu en alternant les actions de propagande avec les militaires. Le gouvernement indien lui-même considérait qu'en 2008 entre 30% et 35% du territoire de l'Inde était sous le contrôle des naxalites, pourcentage qui serait encore majoré aujourd'hui.

Les succès révolutionnaires dans les campagnes sont indiscutables: ni la police, ni les fonctionnaires de l'Etat n'osent entrer dans Bastar, une zone étendue de l'état de Chhattisgarh d'environ 100.000 kilomètres carrés, et ses actions contre les paramilitaires de Salwa Judum (armés par les propriétaires fonciers et l'État qui les paie) provoquent la démoralisation et la désertion de ces mercenaires aussitôt qu'un combat se produit tant ils subissent des pertes répétées. Le périodique Indian Express relatait d'une manière crue comment après une attaque maoïste qui a causé 55 morts à une force composée de



policiers et de paramilitaires en se faisant l'écho d'un rapport officiel qui rapportait les événements: « la lâcheté, la désertion, la dépendance excessive des employés de police par rapport à la Police Spéciale Locale (autrement dit, des miliciens du Salwa Judum), l'absence d'un entraînement approprié et la consommation de substances toxiques ont été la cause de l'assassinat des 19 policiers et des 39 PEL (miliciens Salwa Judum) ».



Miliciens du Salwa Judum, réputés pour leurs meurtres, viols, intimidations et extorsions, ainsi que pour leur absence totale de combativité face à la guérilla.

Dans les zones libérées, les naxalites interdisent l'usure, organisent des coopératives, des travaux collectifs d'irrigation, un système de médecine populaire et un système d'enseignement. Les comités de pouvoir populaire décident aussi de mesures de préservation de l'écosystème et veillent à imposer les droits de la femme (lutte contre les mariages forcés, etc.).

Les naxalites sont passés de la guerre de guérillas à la guerre de mouvements. Les attaques contre des stations de police, des locaux des paramilitaires, des entreprises minières, des chemins de fer, des stations de télécommunications, des constructions électriques et, même, des assauts dans les prisons (en décembre 2007, ils ont attaqué la prison de Raipur, la capitale de Chhattisgarh, en obtenant que 299 prisonniers puissent s'enfuir, avec parmi eux une centaine de guérilleros) sont le fait de groupes d'environ 40 à 150 combattants qui parfois atteignent même 400.

En 2007, les naxalites ont réalisé 8.488 attaques contre des établissements policiers dans 91 districts de 11 états, selon un rapport présenté par le Ministre de l'Intérieur devant le parlement indien. La guérilla commence à chercher la complicité des policiers. Depuis juin 2007, chaque fois qu'une

attaque est réalisée contre un établissement policier, les guérilleros laissent sur place des pamphlets où l'on peut lire « Tu luttas pour empêcher le soulèvement du peuple, parce que ta vie est en jeu, parce que le peuple celui que tu tues appartient à ta propre classe. Lève-toi contre le système ». Il faut indiquer que l'armée, en tant que telle, n'est pas impliquée dans la lutte avec les guérilleros même si certaines de ses unités d'élite ont participé aux opérations sur le terrain contre la direction naxalite.

La situation est arrivée à un tel paroxysme que le gouvernement a décidé de mettre en marche un plan pour contenir l'avancée de la guérilla: commencer un programme de développement des zones les plus pauvres de l'Inde, modernisation de la Police, création d'infrastructures routières qui servent aussi bien aux populations qu'à faciliter le transport rapide des forces de police et la création de six écoles de guerre, c'est-à-dire la formation d'unités antiguérillas pour pouvoir attaquer et détruire les campements naxalites dans la jungle. L'idée du gouvernement est de créer quelques bataillons spéciaux pour la lutte contre la guérilla qui comprendraient des effectifs de 14.000 soldats. Actuellement, la Force Centrale de Réserve de la Police, unie aux paramilitaires de Salwa Judum, sont les principaux protagonistes de la lutte contre les maoïstes. Mais ils ont fait preuve d'une rare inefficacité et c'est pourquoi il a été décidé maintenant la création des bataillons antiguérilla.



Des forces spéciales 'anti-naxal', leur véhicule de contre-guérilla a un châssis blindé en forme de 'V' détournant l'effet de souffle lors de l'explosion d'une mine.

Jusqu'à maintenant, la guérilla ne s'occupait pas des villes pour se concentrer sur le contrôle total des campagnes, en suivant la stratégie d'encerclement des villes à partir des campagnes. La stratégie est de pénétrer dans les aires rurales, de se consolider dans celles-ci et, dès que les bases d'appui peuvent être considérées comme sûres, il s'agit d'établir des coordinations efficaces et effectives entre différentes cellules dans d'autres États. Les maoïstes respectent les fonctionnaires locaux - y compris les policiers - si le peuple considère qu'ils sont honnêtes et ne sont ni corrompus, ni répressifs. De la même manière, ils respectent les entreprises qui sont installées sur leurs zones d'influence, mais les taxent d'un 'impôt révolutionnaire', qui oscille entre 15 et 20% de leurs bénéfices, avec lequel ils financent leurs activités. Mais les naxalites sont implacables dans leur lutte contre les Zones Economiques Spéciales (ZEE). En Inde, le gouvernement a prévu d'approuver 339 ZEE où doivent travailler 800.000 personnes. Les ZEE sont des aires qui, grâce aux dégrèvements fiscaux qui font que les entreprises ne payent aucun impôt, jouissent d'avantages fiscaux et économique pour favoriser la productivité et où peuvent être abolies la législation normale du pays en matière du droit du travail, du respect de l'environnement avec l'objectif d'attirer les investisseurs locaux et étrangers. Ces ZEE sont en train de provoquer le déplacement de leurs foyers de dizaines de milliers de ruraux, qui par conséquent sont en train de perdre leurs moyens d'existence. L'énorme majorité des déplacés sont des métayers sans terre, des artisans et petits commerçants, issues des communautés défavorisées de dalits et adivasis et de minorités religieuses.

Le travail avec les dalits, les intouchables dans le système des castes et les parias en Inde, est au centre du travail politique de la guérilla naxalite, selon les décisions de son 9ème Congrès, qui a eu lieu en janvier 2007. Cette décision a été à l'origine de l'expansion de la guérilla dans toute l'Inde. Ce Congrès a décidé, de surcroît, comme axe central du travail politique et militaire, l'extension de la guerre populaire à tout le pays, « l'appui aux luttes nationales contre l'expansionnisme indien » au Cachemire et Jammu, l'expansion du mouvement vers les villes pour avoir une présence dans les masses urbaines, appauvries, et la classe moyenne dans le but « d'obtenir un mouvement massif contre les politiques néolibérales » et, par conséquent, la lutte contre les Zones Économiques Spéciales qui ont été créées ces dernières années en Inde et qui ont provoqué en conséquence, « la dislocation des petites industries et des commerçants, qui ont été poussés à la banqueroute par l'offensive massive des compagnies impérialistes transnationales et des importateurs-bureaucrates-bourgeois » et qui sont qualifiées de « enclaves néocoloniales ».

On constate la présence de cellules naxalites dans les zones ouvrières et industrielles de Delhi, Mumbai, Raipur, Pune et Jammu. Bien que pour le moment l'activité principale soit la propagande, dans quelques zones où le



mouvement naxalite est spécialement fort, des actions militaires sont déjà menées. C'est le cas de Nayararh, l'une de villes les plus importantes de l'état d'Orissa, où un commando naxalite a réalisé l'une de ses actions les plus audacieuses jusqu'à présent: le 16 février de cette année s'est produit l'assaut d'une caserne de police et la réquisition de 1.069 armes qui s'y trouvaient.



Une colonne de guérilleros naxalites en opération.

La présence naxalite dans les cités et les centres industriels a apporté un saut qualitatif à la guerre populaire prolongée. Depuis la seconde moitié de 2007, les naxalites ont privilégiés leurs actions contre les ZEE dans une frange qui comprend les villes de Bhilai-Ranchi-Dhanbad-Calcutta d'un côté, et de Mumbai-Pune-Surat-Ahmadabad de l'autre, dans le même temps où ils imposaient d'une manière inégale des blocus dans les zones où ils ont une force plus grande comme c'est le cas dans les états de Jharkhand, d'Orissa, de Chhattisgarh et du Bengale occidental et dans ceux où ils en ont moins comme en Haryana et dans le Punjab. Dans le Bengale occidental, un Etat gouverné par la gauche réformiste, la ZEE prévue a du être suspendue après une révolte populaire dans les campagnes, forte de l'appui maoïste, qui a été noyée dans le sang. Cela a provoqué un grand discrédit de la gauche traditionnelle, et a favorisé l'insurrection naxalite qui a vu les paysans pauvres s'incorporer en masse dans ses rangs.

Les succès militaires des révolutionnaires indiens sont accompagnés d'un succès politique démontrable dans les zones sous leur contrôle, où ils ont réussi une effective amélioration du niveau de vie de la population, à la base rurale, et où ils sont en situation d'offrir une alternative à la gauche



traditionnelle et réformiste. Spécialement après le massacre de paysans ordonné par le gouvernement du Bengale occidental (gouverné par le Front de gauche réformiste) en mars 2007, quand ils s'opposaient à la ZEE prévue dans Nandigram. Depuis, les naxalites ont commencé à réaliser un travail politique dans les villes, parmi les pauvres urbains, les habitants des quartiers marginaux et la classe ouvrière organisée.



Meeting de guérilleros naxalites.

Les maoïstes font dépendre le progrès de leur guerre populaire de la création d'une plate-forme culturelle et politiquement différente de celle qui a existé jusqu'à présent en Inde – et spécialement en ce qui concerne la séparation des castes, l'oppression féodale de la famille et des coutumes - et, surtout, loin des allées du pouvoir qu'affectionne tant la gauche traditionnelle. Ce qui amène certains secteurs des intellectuels indiens à afficher une certaine sympathie envers la guérilla, comme c'est le cas d'Arundhati Roy, qui se refuse à qualifier leur lutte d'immorale ou terroriste. Ou comme le célèbre musicien Ravi Shankar, qui a déclaré publiquement que les maoïstes sont « admirables ».

## 2. L'opération Green Hunt, opération type de contre-guérilla

Le premier volet de l'opération Green Hunt, annoncée par le gouvernement indien et présentée comme une gigantesque action contre la guérilla, s'est déroulée, comme prévu, en septembre-octobre 2009.



Une équipe d'enquête s'est rendue dans les villages où sont passées les forces de sécurité, notamment le 17 septembre et le 1er octobre. Le fait que durant ces deux jours, les forces de l'ordre ont effectué des saccages impressionnants, ont tué, pillé et brûlé des maisons est l'autre face de cette opération Green Hunt, face cachée à l'opinion publique par le gouvernement. L'équipe, à qui les postes de police situés sur la route menant à ces villages a longtemps refusé la permission de passage a finalement pu se rendre à Nendra. Elle a pu y rencontrer des témoins et des victimes de plusieurs villages pris d'assaut.

Au village de Ganchanpalli, le 17 septembre, cinq villageois ont été assassinés à la baïonnette par les forces de sécurité à Gachanpalli, après avoir été torturés. Quatre des cinq hommes avaient plus de 60 ans et donc trop vieux pour fuir dans la jungle. Le cinquième était paralysé et incapable de marcher. Toutes les maisons ont été pillées, détruites puis brûlées. Les familles se sont réfugiées dans la forêt ou se sont abritées chez des parents, puis ont quitté la région. Un jeune homme de Singanpalli, parti travailler le matin du 17 a disparu. Deux jours plus tard, un habitant d'un village voisin informait la famille que le garçon avait été tué par balle par les forces de sécurité et que son corps avait été brûlé. Six villageois, dont trois femmes, ont été attachés et exhibés dans les villages traversés par les forces de sécurité. Toutes les familles touchées par les massacres, les tortures et dont les maisons



ont été brûlées ont fui leur village et se sont réfugiées dans la forêt. Les conditions de ceux qui sont restés ne sont pas meilleures, les villages entiers ayant été terrorisés par les forces de l'ordre. Le village avait déjà été attaqué en 2005, les paramilitaires du Salwa Judum y avaient incendié 65 maisons.



L'opération du 1er octobre s'est soldée par le meurtre par les forces de sécurité de neuf villageois à Gompad. Leurs corps ont été abandonnés sur place. Lorsque les membres des familles ont souhaité récupérer les corps, on leur a signifié que les 'naxalites' les avaient emportés. L'équipe d'enquête a recensé pas moins de dix meurtres pour la date du 1er octobre, mais craint qu'il n'y en ai eu beaucoup d'autres, car de nombreux villages n'ont pu être contactés. Dix jeunes hommes ont également été enlevés ce jour-là et se trouvent actuellement en prison. Le 1er octobre a également été le théâtre de nombreux pillages, destructions d'habitations, essentiellement incendiées. Des témoins rapportent de nombreux cas de harcèlement de la part des forces de sécurité.



Dans le village de Pallocharma, trois personnes ont été arrêtées par la police qui les soupçonnait d'être maoïste. Elles ont été abattues le soir mêmes. Deux autres villageois ont été arrêtés, l'un d'eux a pu s'enfuir, le dernier est disparu. Un habitant d'un village voisin d'Onderpad, âgé de 65 ans, doit la vie au réflexe humanitaire d'un officier de police. Le vieil homme avait été ramassé par la police alors qu'il emmenait paître son bétail. Il a été battu et torturé à l'électricité pendant quatre jours. Un officier est tombé sur le spectacle de deux agents de la police spéciale battant encore le vieil homme. Il a fait libérer le vieillard sans même prendre de déposition.

Un des effets de l'Opération Green Hunt a été d'importants déplacements de populations. A l'arrivée des forces de sécurité, les villageois gagnent la jungle. Mais dans de nombreux cas, terrorisés, ils n'ont pas voulu regagner leur village après le ratissage. Des milliers de personnes, principalement des populations tribales, ont traversé la frontière d'état pour trouver refuge dans l'Andhra Pradesh. Ils s'y entassent comme Internally Displaced Persons, IPS's sans terre, sans carte de ravitaillement, soupçonnés d'être maoïstes. Ils sont obligés de se vendre comme travailleurs agricoles pour un salaire de survie.

Une nouvelle phase de l'opération Green Hunt est en préparation. Les forces paramilitaires ont pris position pour commencer l'offensive dans le Maharashtra et le Chhattisgarh à la mi-décembre. Les bataillons de la Border Security Force (BSF), des Indo-Tibetan Border Police (ITBP) et de la Central Reserve Police Force (CRPF) ont déjà pris leurs positions. Une grande offensive de contre-guérilla sera ensuite lancée dans l'état du Jharkhand, puis dans l'Orissa. « Le plan est de reprendre les zones contrôlées par les maoïstes dans les États touchés, un par un », a déclaré un officier supérieur. Cette succession d'offensive durera au moins jusqu'au printemps et mettra en œuvre plus de 60.000 hommes (sans compter les polices et milices locales).



### 3. Les Adivasis ou peuples autochtones de l'Inde

Les Adivasis ou autochtones de l'Inde forment une minorité substantielle de la population du pays. Ils sont particulièrement nombreux dans l'Orissa, le Bihar, le Jharkhand, et dans les états du nord-est tels que le Mizoram. Ils sont officiellement reconnus suivant la constitution indienne comme Scheduled Tribes ('tribus répertoriées'). Les Indiens non autochtones les considèrent souvent comme 'primitifs'. Ils ne constituent en aucun cas un groupe homogène.

Ils constituent approximativement 8% de la population de l'Inde, soit presque 68 millions de personnes selon le recensement de 1991. Une partie importante d'entre eux vit dans une ceinture longeant l'Himalaya et traversant le Jammu-Kashmir, l'Himachal Pradesh et l'Uttaranchal à l'ouest jusqu'à l'Assam, le Meghalaya, le Tripura, l'Arunachal Pradesh, le Mizoram, le Manipur et le Nagaland au nord-est. Dans ces États du nord-est (Arunachal Pradesh, Meghalaya, Mizoram et Nagaland), jusqu'à 90% de la population est autochtone tandis que dans les autres États de la région, l'Assam, le Manipur, le Sikkim et le Tripura, ils forment entre 20 et 30% de la population.

Une autre forte concentration d'autochtones vit sur le plateau de l'Inde centrale; dans cette zone bordée par la Narmada au nord et la Godavari au sud-est, les peuples tribaux occupent les pentes montagneuses de la région. Le groupe le plus large, les Santâls, habitent le Jharkhand, au Bengale occidental. Les États indiens du centre abritent les plus grandes tribus du pays et quelque 75% de la totalité des autochtones vivent là, et forment à peu près 10% de la population de la région. On rencontre de plus petits nombres d'autochtones au Karnataka, au Tamil Nadu et au Kerala, dans les contreforts de l'Himalaya ainsi que plus au nord, au Goujerat et au Rajasthan, et bien évidemment dans les territoires des Laquedives et des îles Andaman et Nicobar.



Villageoises adivasis de la région du Lalgurh, région où la guérilla maoïste est particulièrement bien implantée dans les communautés aborigènes.

Les tribus aborigènes tendent à former des unités économiques autosuffisantes. Elles pratiquent souvent la culture sur brûlis plutôt que l'agriculture intensive typique de la majeure partie de l'Inde rurale. Pour la plupart des aborigènes, les droits d'utilisation du sol dérivent simplement et traditionnellement de leur appartenance tribale. La société tribale tend à être égalitaire, la position de chef est légitimée plutôt par des considérations de valeurs personnelles que par l'hérédité. Les religions tribales n'identifient aucune autorité en dehors de la tribu.

La plupart des tribus aborigènes sont concentrées dans des secteurs très forestiers qui combinent inaccessibilité et intérêt politique ou économique limité. De tous temps, l'économie de la plupart des tribus était caractérisée par une agriculture de subsistance, la chasse et la cueillette. Traditionnellement, les aborigènes cantonnaient leur contact avec l'extérieur à quelques produits de première nécessité qui leur manquaient, comme le sel et le fer, et dépendaient d'artisans locaux pour la fourniture d'articles comme les ustensiles de cuisine.



Un village adivasi de l'Etat d'Orissa.

Vers 1900, beaucoup de régions autrefois isolées sont ouvertes à l'implantation de cultivateurs par le gouvernement colonial, les migrants (des Indiens non aborigènes) recevant un titre de propriété en échange pour la mise en culture. Pour les aborigènes comme pour les Indiens de manière générale, cependant, la terre était, la plupart du temps, considérée comme une ressource commune, libre d'utilisation pour celui qui avait besoin d'elle pour sa subsistance contre le paiement d'une taxe au souverain ('mode de production asiatique').

L'introduction par les Britanniques de la notion de propriété de la terre va provoquer la spoliation en masse des aborigènes et faire émerger une classe de riches propriétaires terriens (landlords) et d'une autre d'usuriers qui vont être la source d'un appauvrissement effroyable des campagnes indiennes.

L'amélioration des communications, la construction de routes et une intervention plus fréquente des gouvernements ont entraîné un contact accru des aborigènes qui étaient encore protégés par leur isolement dans les années 1950, très isolés. Au cours des années 1960 et 1970, l'installation de commerçants non aborigènes était très courante dans les villages tribaux. Celui-ci vendant souvent ses marchandises à crédit, avec un taux d'intérêt élevé, beaucoup d'aborigènes se sont fortement endettés ou ont hypothéqué leur terre. Ces négociants encouragent également les aborigènes à abandonner les cultures vivrières pour des cultures industrielles comme le coton ou le ricin, ce qui augmente leur dépendance à l'égard du marché pour les fournitures de base.



L'endettement est si étendu que, bien que de telles transactions soient illégales, les commerçants vendent parfois leurs débiteurs à d'autres négociants, les abaissant ainsi quasiment au statut d'esclaves.

Au cours des années 1970, la pression sur les terres tribales a connu une augmentation, particulièrement en Inde centrale. Les migrations sur les terres tribales ont augmenté considérablement, au fur et à mesure des spoliations de celles-ci au moyen de nombreuses méthodes comme le remboursement de dettes ou la corruption des fonctionnaires cadastraux. Nombre d'aborigènes sont ainsi devenus des ouvriers agricoles sans terre au cours des années 1960 et 1970, et des régions qui étaient, quelques années plus tôt, le domaine exclusif des tribus possèdent maintenant une population de plus en plus mélangée.



Adivasis manifestant en août 2009 devant le gouvernement du Jharkhand qui a décidé du déplacement de populations aborigènes au profit de sociétés minières.

Les politiques gouvernementales sur les réserves forestières ont profondément affecté la vie des aborigènes, les poussant parfois à une résistance armée. L'exploitation intensive des forêts, rendue possible par la corruption de fonctionnaires locaux, a souvent autorisé des étrangers à faire des coupes importantes, alors que les prélèvements des aborigènes étaient fortement réglementés, et a entraîné le remplacement de forêts à la flore riche qui permettaient la perpétuation de la vie tribale en plantations de monoculture. Les peuples aborigènes sont les premières victimes de la pollution des eaux par les sociétés minières, par l'industrie.



Chaque progrès de l'Inde capitaliste a représenté un drame pour les communautés aborigènes.

Dans les années 60, un gisement d'uranium est découvert à Jadugoda, un village d'indigènes situé dans l'état du Bihar. En 1967, l'UCIL, l'Uranium Corporation of India Limited y ouvre une mine. Au début, l'exploitation se composait d'un puits et d'un étang. Au fil des années, la société s'agrandit. Aujourd'hui, elle compte trois mines et trois étangs sur un périmètre d'environ dix kilomètres. Depuis trois générations, les aborigènes qui vivent à l'ombre de la compagnie ont eu 35% de leurs nouveaux-nés marqués par des malformations. Le taux de radioactivité de l'air, du sol et des eaux atteint 50 fois la limite de sécurité préconisée par les normes internationales. Les villages de Chatikocha et de Dungriddih, les plus proches des étangs de retenue des rejets miniers, 50% des habitants sont atteints d'une infection ou d'une infirmité. Aucune des 130 familles qui peuplent ces deux villages n'est épargnée. On estime que les couples sont tous stériles car pas un enfant n'y est né depuis près de quatre ans.



Deux enfants nés avec des malformations dans la région de Jadugoda.

## 4. Quelques prisonniers célèbres



L'homme encadré par les policiers sur la photo est **Gour Chakraborty**, le porte-parole du Parti Communiste de l'Inde (Maoïste) pour l'Etat du Bengale Occidental, qui a été arrêté à Calcutta le 24 juin 2008, le lendemain de la mise hors-la-loi du PCI(M) par le gouvernement indien. Gour Chakraborty est un vétéran de la résistance communiste au Bengale. Au début des années 70, il avait joué un rôle important dans le Ganapratirodh Mancha (le Front de Résistance Démocratique), une coalition de groupes révolutionnaires de gauche dans Kolkata. Le 26 décembre 2008, Premier ministre du Bengale Occidental, Buddhadeb Bhattacharjee, a annoncé que le gouvernement voulait traiter avec la rébellion. Gour Chakraborty a alors annoncé qu'il avait quitté le Front de Résistance Démocratique pour devenir le porte-parole public pour le Parti communiste d'Inde (Maoïste) pour le Bengale Occidental, et a offert de rencontrer le Premier ministre. Mais après des débats internes, la direction du parti gouvernemental a refusé d'entrer dans des discussions politiques avec Chakraborty. Le 23 juin 2009 la police de l'Etat a arrêté Chakraborty, utilisant les dispositions légales anti-terroristes draconiennes de la Loi de Prévention des Activités Illégales.



**Chhatradhar Mahato**, un dirigeant du Comité Populaire Contre des Atrocités de Police (PCAPA) a été arrêté le 26 septembre dans le cadre de la vague de répression contre le soulèvement maoïste. Le PCAoPA étant une organisation anti-répression défendant les peuples indigènes contre les violences de la police et des paramilitaires. Elle est considérée par les autorités comme une alliée de la guérilla maoïste. L'arrestation de Mahato a été faite en violation de la loi indienne, par des policiers déguisés en journalistes dépourvus de mandat d'arrêt. Il a été jugé dans un procès médiatisé sans avoir eu la possibilité d'organiser sa défense. Il est tenu au secret et ne peut conférer avec un avocat, conformément à la Loi pour la Prévention des Activités Illégales. La police a ouvert environ 20 dossiers contre Mahato. Son arrestation, et ses prétendues 'confessions' sont utilisées pour terroriser ceux qui ont soutenu le mouvement des peuples minoritaires dans le Lalgah, en alléguant qu'ils ont aidé le 'terrorisme maoïste'. Le gouvernement du Bengale occidental a même déclaré début octobre que ceux qui exigeaient la libération de Mahato étaient punissables selon cette même Loi pour la Prévention des Activités Illégales.



**Kobad Ghandy**, 63 ans, membre du Bureau Politique du Parti Communiste d'Inde (maoïste) a été arrêté à New Delhi le 17 septembre. Il était responsable des publications du parti et rédigeait souvent des éditoriaux sous le pseudonyme de 'Azad'. L'avocat de Ghandy a allégué que l'accusé ne connaît pas les charges sur lesquelles il a été arrêté. Il a été gardé en détention illégale pendant quatre jours et interrogé. Il a été aussi torturé. Son état de santé se détériorant, Ghandy était en ville pour un contrôle de santé au Sitaram Bhartiya l'Hôpital. Il avait été diagnostiqué avec une haute possibilité de cancer de la prostate. Sa demande au magistrat de lui fournir une aide médicale n'a pas été entendue. On ne lui fournit même pas l'indispensable sorbitol pour des patients cardiaques.

Le quatrième cas emblématique est le docteur **Binayak Sen**, qui vient d'être mis en liberté provisoire après deux années en prison. C'est un cas célèbre, défendu par toutes les grandes organisations humanistes bourgeoises (comme Amnesty), parce que visiblement sans lien aucun avec l'insurrection naxalite. Le docteur Binayak Sen s'employait à rendre les soins de santé accessibles aux communautés tribales marginalisées. Côté la misère des communautés indigènes adivasis, Binayak Sen avait critiqué l'adoption par les autorités de la loi spéciale sur la sécurité publique de Chhattisgarh – la CSPA. Il avait également attiré l'attention sur les homicides illégaux d'adivasis par la police et les paramilitaires du Salwa Judum. Son engagement humanitaire a suffi à



le faire arrêter le 14 mai 2007 sous d'accusation d'avoir 'encouragé' la violence maoïste.



S'il était reconnu coupable, il pourrait être condamné à la réclusion à perpétuité. Binayak Sen a été victime de la législation en matière de sécurité qui permet au gouvernement d'arrêter arbitrairement et de placer en détention des personnes, ou de les sanctionner pour des infractions qui ne sont pas clairement définies. Binayak Sen a ainsi été maintenu en détention pendant sept mois sans inculpation; la liberté sous caution lui a été refusée et il a été détenu au secret. De nombreux chefs d'accusation pesant contre lui s'appuient sur des lois ne respectant pas les normes internationales. La persécution d'un humaniste bourgeois aussi notoirement inoffensif que le docteur Sen en dit long sur la férocité de la politique répression du gouvernement bengali.



Il scande des slogans révolutionnaires alors qu'il est amené devant un magistrat. **Malla Raji Reddy** est un membre du Comité Central du PCI (M) a été arrêté début décembre 2007 près d'Angamaly, dans le Kerala.

Son arrestation est un des rares grand succès de la police indienne. Malla Raji Reddy dirigeait le mouvement maoïste dans les états du Kerala, du Karnataka, du Maharashtra, du Tamoul Nadu et du Gujarat. Malla Raji était dans la clandestinité depuis plus de trente ans! Le ministre de l'Intérieur du Kerala s'est fait une priorité de combattre le mouvement maoïste naissant dans l'état. La police du Kerala avait envoyé aux hommes pour être formé sous le Bureau Spécial de Recherches de l'Andhra Pradesh, qui a une grande expérience de la lutte contre-révolutionnaire. Dans le cadre de la contre-révolution préventive, même les écologistes et des activistes de droits de l'homme ont été arrêtés au Kerala.

Un responsable du CPI(M) a déclaré, après l'arrestation de Malla Raji Reddy: « Les maoïstes dans Kerala sont présentés à un stade développement exagéré. Nous ne sommes qu'aux premiers stades du développement et nous sommes engagés dans la construction de la structure clandestine du parti. Nous n'avons pas voulu sortir au grand jour maintenant, mais nous y avons été forcés après l'arrestation de notre Raja de Membre de comité central Reddy Malla ».

## 5. La torture en Inde

Publiée chaque année par l'Asian Center for Human Rights (ACHR), une organisation démocratique-bourgeoise de défense des Droits de l'Homme basé à New Delhi, l'étude consacrée à la torture en Inde est accablante. Du 1er avril 2001 au 31 mars 2009, 1.184 personnes sont mortes alors qu'elles étaient aux

maines de la police - et ceci est le chiffre officiel de la National Human Rights Commission.

La plupart de ces morts ont eu lieu dans les premières 48 heures de la détention, et une majorité écrasante a succombé suite à des sévices corporels. Un nombre équivalent de personnes serait quotidiennement torturé à mort par l'armée et les paramilitaires dans les zones insurgées du pays, où des législations spéciales donnent quasiment les pleins pouvoirs aux soldats. « Des centaines sont tués, des dizaines obtiennent une compensation financière, mais seuls trois à quatre policiers sont condamnés chaque année », résume le directeur de l'ONG. A cela s'ajoute les sévices commis par les milices des grands propriétaires. La pratique de la torture au service du 'maintien de l'ordre' est généralisée à travers le pays.

Il s'agit d'un système institutionnalisé. Seule une poignée de policiers ont été condamnés ces dernières années. Le ministre de l'Intérieur attribue ces milliers de morts en garde à vue 'à la maladie, à des accidents, à des tentatives d'évasion ou à des suicides'. Les textes de lois indiens ne reconnaissent d'ailleurs pas la torture comme un crime à part entière. Les agents des forces de l'ordre sont de plus soumis à un régime juridique spécial qui leur assure une relative impunité puisque c'est au pouvoir exécutif que revient la décision de poursuivre ou non un officier en justice. Et lorsqu'une affaire est effectivement portée devant un tribunal, les délais sont aberrants: il faut entre 25 et 30 ans pour aboutir à un procès contre un policier responsable, ce qui nourrit la culture de l'impunité. Tentant de renvoyer les belligérants dos-à-dos, le rapport de l'ACHR rapporte également cinq cas de sévices corporels commis par les naxalites en 2008: quatre contre des indicateurs de police, un contre un déserteur de la guérilla.

Un organisme national de défense des Droits de l'Homme a été mis en place en 1993. Mais la National Human Rights Commission (NHRC) préfère dédommager les victimes plutôt que de les encourager à porter plainte. Cet organisme vise finalement à dédouaner l'état de la généralisation de la torture et à éclipser l'ampleur du problème. Le gouvernement indien n'a d'ailleurs toujours pas ratifié la convention de l'ONU contre la torture, pourtant signée en 1997.





## 6. Un témoignage

Linga est un jeune homme d'une famille aisée de la tribu Muriya, de Sameli, village du Dantewada. Comme chaque membre de tribu sur sa terre, la police l'a sommé de choisir: servir l'Etat ou être considéré comme naxalite. Un gouvernement paranoïaque exige d'avoir chaque membre de tribu de son côté, comme informateurs, comme guide durant leurs opérations dans la jungle, comme auxiliaires de police spéciale... Ceux d'entre eux qui sont tués dans un engagement sont finalement toujours comptés comme des naxalites morts. Dans cette lutte, le même mot ne signifie pas la même chose pour tout le monde.

Dans la matinée du 31 août, Linga est enlevé de chez lui, à Sameli, par des policiers en civil, mais armés. Les policiers l'ont emmené dans le camp de la Force Centrale de Réserve de la Police sur le chemin du commissariat de Dantewada. A Dantewada, il est amené dans le bureau du commissaire Amresh Mishra. « Il m'a fait asseoir par terre et m'a frappé. Il m'a demandé si j'étais le fils d'un naxalite. J'ai répondu que j'étais fils de fermier, que mon père avait été membre du conseil du village. Ensuite, ils m'ont enfermé dans une pièce minuscule. Je devais chier, uriner et manger dans cette pièce... il y avait un autre garçon avec moi. Il était là depuis un mois. On nous autorisait à nous laver moins d'une fois par semaine. Ils nous torturaient constamment. Si tu ne nous aide pas, nous dirons que tu es naxalite et nous te tuons. »



Quand on lui demande pourquoi les policiers l'appelaient naxalite, si les naxalites venaient dans son village, s'il en avait rencontré. Il répond: « Les naxalites ont des armes, quand ils viennent dans ton village, tu dois les rencontrer. Mais ce n'est pas un crime de se contenter de les écouter. La police aussi a des armes, quand ils nous veulent, nous devons y aller aussi. La différence, c'est que les naxalites ne nous frappent pas, mais la police n'épargne personne. »

Durant la détention de Linga, son frère a introduit un habeas corpus à la Haute Cour de Bilaspur. Le commissariat de police de Dantewada a reçu un avis de la Haute Cour. Cela a obligé la police à modifier sa stratégie. Linga affirme: « mes cheveux étaient devenus très longs... j'avais une barbe... j'étais sale... pas lavé... ils m'ont donné du savon, de l'eau, des vêtements... m'ont emmené à Bilaspur, m'ont fait errer dans tous les marchés. Les policiers me suivaient à distance. Si j'avais essayé de m'échapper, ils m'auraient abattu. » Un Linga bien habillé, bien nourri et rasé de près errant sur les places des marchés avec des officiers de la police spéciale, cela sèmerait le doute dans les esprits naxalites. Ils se demanderaient s'il a rejoint la police, ou s'il est devenu leur informateur. Cela pourrait provoquer de brutales représailles. Et c'est en effet exactement ce que la police souhaitait, afin de fermer toutes les portes de sortie à Linga.

Bien qu'il ait été torturé durant toute sa garde à vue, Linga a affirmé au tribunal qu'il ne l'avait pas été. Le tribunal ordonne à la police de le relâcher.

Il est resté en détention illégale du 31 août au 6 octobre. On lui a demandé pourquoi il avait menti au tribunal. « J'avais peur pour ma vie. Je n'ai jamais su si je m'en sortirais vivant. »

Durant sa garde à vue, Linga a donc accepté le deal de la police: il ne parlerait pas des tortures et en retour, la police n'insisterait pas pour qu'il devienne officier de la police spéciale et le laisserait partir. Il savait qu'il n'était pas en sécurité en garde à vue. Il savait qu'il n'était pas non plus en sécurité à l'extérieur. Il n'y avait aucune charge, aucune affaire, pas de preuve, pas encore... Il pense que la police de Dantewada va essayer de se venger. Mais que s'il survit, et qu'il n'obtient pas justice, il deviendra naxalite. La famille de Linga est riche et pourrait faire une démarche au tribunal de Bilaspur.

## **7. Sur le mouvement naxalite 'historique' (1967-69)**

Les réformes agraires autorisées par la Constitution de l'Inde, au moment où elle devient une république en 1950, sont mises en échec par une coalition de la bourgeoisie urbaine et des intérêts agraires. En dépit de l'abolition du landlordism (grande propriété foncière), très peu de terres sont redistribuées aux paysans. L'abolition du landlordism ouvre plutôt la voie à une transformation capitaliste de l'agriculture indienne.

Au début des années 1960, l'Inde se trouve en pleine crise agraire. Le 25 mai 1967, 20.000 hommes et femmes armés se soulèvent et prennent le contrôle de 2000 villages. Ces insurgés sont des paysans, des membres des groupes tribaux et des jeunes révolutionnaires venus de Calcutta. Leur armement est fait de bric et de broc: lances, armes et flèches, et quelques fusils récupérés sur l'ennemi: les policiers et les propriétaires fonciers. Le soulèvement déclenche une panique chez les propriétaires fonciers et dans les instances gouvernementales. C'est que les insurgés s'en prennent aux causes mêmes de l'oppression et de l'exploitation des masses: ils occupent les terres dont ils ont été spoliés par les usuriers, brûlent les registres du cadastre, abrogent toutes les dettes hypothécaires, condamnent à mort des propriétaires fonciers oppressifs, constituent des milices armées et instaurent une administration parallèle dans les villages. À Pékin, le Quotidien du peuple salue le 5 juin, dans un éditorial retentissant, le soulèvement de Naxalbari comme un « grondement de tonnerre de printemps ».

C'est que l'insurrection de Naxalbari avait été préparée et dirigée par des maoïstes. Ces militants étaient des dissidents du parti au pouvoir au Bengale occidental, le CPI(M) (Parti communiste indien (marxiste)), lequel était né d'un courant dissident du CPI (Parti communiste indien), le plus vieux parti politique indien, fondé en 1925. Dès le début du conflit idéologique entre le parti communiste soviétique et le parti communiste chinois, des communistes



aux quatre coins du monde s'étaient rangés sur les positions chinoises et s'étaient proclamés maoïstes. Les maoïstes dénonçaient la 'coexistence pacifique' de l'URSS avec l'impérialisme US, la thèse de la 'voie pacifique au socialisme' défendue par les partis pro-soviétiques. Dès 1964, les sections du CPI (M) du district de Darjeeling, entrent en dissidence vis-à-vis de la direction de leur parti, qui est au pouvoir à Calcutta, et commencent à organiser un soulèvement armé. Leur chef est Charu Mazumdar, né en 1918. Il est en désaccord avec la ligne de 'collaboration de classe' prônée par la direction du parti.



Charu Mazumdar

Dans les 3 années pendant lesquelles ils préparent l'insurrection, les maoïstes, renforcés par des jeunes militants intellectuels d'origine bourgeoise venus de Calcutta et des villes, trouvent un terrain très favorable parmi les masses rurales déshéritées. Celles-ci vivent dans des conditions épouvantables, exploitées par les propriétaires fonciers et les usuriers, qui leur prennent entre la moitié et les trois quarts de leurs récoltes et les poussent à la famine. Les conditions pour une révolution maoïste semblent donc réunies aux yeux de Mazumdar et de ses camarades. Ceux-ci s'emploient donc à appliquer les principes de Mao: pour faire la révolution, il faut organiser une guerre populaire prolongée et encercler les villes à partir des campagnes.

La zone de Naxalbari sera une 'zone libérée' pendant trois mois. En juillet 1967, les forces de répression envoyées par le gouvernement du Bengale occidental et de New Delhi ont repris le contrôle de la zone, par la force des armes. Mais le mouvement se répand dans plusieurs États de l'Inde: Andhra Pradesh et Kerala dans le sud, Bihar dans l'est, Uttar Pradesh et Pendjab dans le nord. En avril 1969, les maoïstes créent le Parti communiste indien (marxiste-léniniste). Des soulèvements ont lieu dans plusieurs États.

En 1972, Charu Mazumdar est arrêté dans la clandestinité à Calcutta et meurt dans un commissariat de police au terme de 12 jours de tortures. En 1973, on compte 32.000 prisonniers politiques et sociaux qualifiés de naxalites dans les prisons indiennes, ce qui donne une petite idée de l'ampleur du mouvement de révolte qui agite les campagnes indiennes.

Le mouvement est presque anéanti, malgré des guérillas maoïstes récurrentes en Orissa, dans le Maharashtra, le Chhattisgarh, le Jharkhand, le Madhya Pradesh et l'Uttar Pradesh. Leur base principale sont les plus démunis: paysans évincés de leurs terres et de leurs maisons par des projets industriels, tribus auxquelles est nié l'accès à leurs ressources traditionnelles dans les forêts, harcelés en permanence par la police et les milices privées, et privés d'équipements d'éducation et de santé dans des villages vastes et inaccessibles.

